

PLANÈTE ÉCO

Les gouvernements se hâtent trop lentement



OPINION. La prévention du Covid-19 illustre la difficulté de passer à l'action pour les autorités publiques, explique notre chroniqueur Charles Wyplosz



Place Saint-Pierre. Rome, 18 mars 2020. - YARA N



Charles Wyplosz

... ..

Difficile de penser à autre chose que le coronavirus ces jours-ci. Je vais essayer de prendre un peu de recul et aborder la question de l'action des autorités publiques. Elles semblent bien trop souvent pratiquer la politique de l'autruche et préparer, ainsi, les catastrophes du futur.

L'inspiration est, bien sûr, l'épidémie en cours. Si je comprends bien, le SARS-CoV-2 est un cousin germain du coronavirus qui a provoqué l'épidémie de SRAS en 2003. L'inquiétude n'a duré qu'un temps, et l'épidémie n'a tué qu'un millier de personnes. Les spécialistes avaient beau dire que le virus reviendrait, un peu modifié et peut-être plus féroce, rares sont les gouvernements qui les ont écoutés. Ceux qui l'ont fait, à Taïwan, Singapour ou en Corée, étaient préparés et le SARS-CoV-2 a été (relativement) vite contenu. Pour tous les autres, je vous renvoie à votre angoisse du moment.

Changement climatique

Ce n'est qu'un exemple. La plupart des grands thèmes qui dominaient les discussions avant l'épidémie répondent à la même logique. Le cas le plus spectaculaire est le changement climatique. Cela fait un demi-siècle que les experts avaient annoncé la catastrophe à venir. Après des décennies de silence absolu, on a commencé à entendre la petite musique des mesures à prendre, mais pas tout de suite, plus tard. Il a fallu quelques étés brûlants pour que la petite voix courroucée de Greta Thunberg se fasse entendre. Les conférences se succèdent, les promesses de décisions spectaculaires se multiplient, mais on en reste pour l'instant aux vœux pieux, comme la neutralité carbone en 2050, sans que l'on sache comment on va y arriver.

Il en va de même sur la question de l'endettement. Que ce soient les entreprises, les particuliers ou les gouvernements, l'endettement a massivement augmenté depuis plus d'une décennie. Tout le monde reconnaît que trop de dette est une source de vulnérabilité. Tant que tout va, on peut espérer que les dettes seront servies et que ceux qui les détiennent, dont les banques et les institutions financières, ne se retrouveront pas en situation d'effondrement. Mais penser que tout ira toujours bien a toujours été un bien piètre pari. Et voilà que le tout petit coronavirus promet de secouer le bel édifice des dettes empilées les unes sur les autres. Quelques pays ont fait des efforts partiels mais tant d'autres sont aujourd'hui pris au piège.

Depuis peu de temps, la question de l'inégalité agite les débats politiques, un peu partout dans le monde. On découvre que la mondialisation a fait des perdants et des gagnants. Ça ne date pas d'hier, évidemment. Les solutions sont bien connues, elles combinent une fiscalité plus progressive, diverses aides à la reconversion et à la mobilité géographique, et une adaptation des systèmes éducatifs. Ces mesures ont parfois été mises en œuvre, mais pas partout et pas suffisamment.

Le point scientifique sur le coronavirus

- La chloroquine, une piste pour lutter contre le SARS-CoV-2
- La Suisse ne fera pas de tests à large échelle
- **En vidéo:** Le coronavirus en 3 questions
- Le Covid-19, bien pire qu'une grippe
- Et si le remède existait déjà?
- Les masques ne protègent pas bien des virus

Le web, cet instrument merveilleux

Un dernier exemple concerne le web. C'est un instrument merveilleux, mais qui peut être utilisé de manière perverse, comme toute belle invention. Y fleurissent massivement des thèses épouvantables, des rumeurs dangereuses et on a vu comment les opinions publiques peuvent être manipulées pour fausser les élections. Les gouvernements se défont derrière le fait qu'il s'agit d'entreprises privées, comme si des milliers d'activités privées n'étaient pas réglementées, et l'argument qu'il ne faut pas porter atteinte à la liberté d'expression, comme si la presse n'était pas soumise à une législation mise au point depuis bien longtemps. Mais les progrès accomplis sont dérisoires en comparaison des conséquences néfastes de plus en plus inquiétantes.

Il est tentant de mettre en cause la mondialisation, voire le capitalisme. C'est si simple de proposer de «changer de système» sans définir ce que pourrait être le nouveau système. Il serait plus utile d'améliorer le «système». Les outils existent mais ne sont pas utilisés parce que c'est compliqué et, surtout, parce que les autorités publiques préfèrent remettre à demain ce qu'elles auraient dû faire hier. Le coronavirus illustre à quel point cette attitude est malfaisante.

Chroniques précédentes:

- La dette argentine: épisode 9

- Politique monétaire: l'expérience suédoise
- L'impact économique du coronavirus